



VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE : QUEL BILAN EN PÉRIODE DE CRISE SANITAIRE ?

LA ONZIÈME ÉDITION DE L'ENQUÊTE *VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE* A ÉTÉ PILOTÉE PAR L'INSTITUT PARIS REGION EN JANVIER ET FÉVRIER 2021, DANS UN CONTEXTE INÉDIT DE CRISE SANITAIRE QUI BOULEVERSE L'ACTIVITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE, AINSI QUE LES MODES DE VIE DES HABITANTS DE LA RÉGION. CES CHANGEMENTS SONT SUSCEPTIBLES D'AVOIR DES RÉPERCUSSIONS SUR L'INSÉCURITÉ À LAQUELLE EST CONFRONTÉE LA POPULATION, AUSSI BIEN EN MATIÈRE DE CRAINTES QUE D'ATTEINTES SUBIES. SANS ÉTABLIR UNE CORRÉLATION DIRECTE ENTRE LES TENDANCES QUI RESSORTENT DE CETTE DERNIÈRE ENQUÊTE ET L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19, IL CONVIENT DE NOTER QUE CERTAINS INDICATEURS DE L'INSÉCURITÉ SONT EN REcul PAR RAPPORT AU BILAN DRESSÉ DEUX ANS PLUS TÔT.

En abordant l'insécurité au travers de la victimation (les faits de délinquance à l'encontre des personnes ou de leur foyer), tout en mettant l'accent également sur une dimension plus diffuse mais tout aussi importante – le sentiment d'insécurité – au regard de l'impact qu'il peut avoir sur le quotidien des habitants, notamment en matière de mobilité et d'utilisation de l'espace public, l'enquête « Victimation et sentiment d'insécurité » s'impose comme une référence. Reconduite tous les deux ans depuis 2001, auprès des Franciliens âgés de 15 ans et plus, elle s'avère être une source d'informations utile aussi pour suivre l'évolution de la situation dans la région, comme l'illustrent notamment les indicateurs relatifs aux victimations.

L'enquête de 2019 avait mis en évidence une hausse des atteintes personnelles (vols sans violence et agressions). Les atteintes envers les biens des ménages étaient pour la plupart (cambriolages, vols à la roulotte, dégradations et destructions de véhicules, vols de deux-roues...) aussi en augmentation. Ces poussées ne se sont pas reconduites par la suite, la tendance en termes de faits subis par les Franciliens étant à la baisse dans l'enquête de 2021. Ce constat vaut pour la plupart des catégories d'atteintes.

L'ENQUÊTE VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Environ 8 000 Franciliens âgés de 15 ans et plus, représentatifs de la population régionale par département, se sont exprimés par téléphone en janvier et en février 2021 sur leurs conditions de vie, et plus particulièrement celles qui concernent leur sécurité. Reconnue tous les deux ans depuis 2001, l'enquête *Victimation et sentiment d'insécurité* est une source précieuse d'informations, apportant des éclairages sur les caractéristiques et les évolutions de l'insécurité à laquelle sont confrontés les Franciliens, ainsi que les éventuelles disparités entre territoires, types d'espaces ou populations (hommes, femmes, jeunes...). C'est sur la base de cet échantillon que reposent les résultats présentés dans cette note. À savoir : cette onzième édition de l'enquête *Victimation et sentiment d'insécurité* a donné lieu à la constitution d'un échantillon supplémentaire de 8 000 interviews, réalisées en ligne, dont les résultats seront présentés dans des publications ultérieures.

BAISSE DES VICTIMATIONS, PAS SEULEMENT PENDANT LA CRISE SANITAIRE

La diminution est la plus marquée pour les vols ou les tentatives de vol sans violence : 10,3 % des enquêtés (voir encadré p. 2) déclarent en avoir été victimes au moins une fois au cours des trois dernières années (2018, 2019 et 2020), contre 12,7 % dans l'enquête précédente. La baisse est également significative pour les agressions « tout-venant » (7,0 %, contre 8,2 %). C'est peu ou pas le cas, en revanche, pour les agressions à caractère sexuel et celles commises par des proches (respectivement 2,6 % et 1,5 %).

Les atteintes envers les biens des ménages affichent aussi des indicateurs en baisse, concernant 32,0 % des ménages interrogés en 2021, contre 39,4 % deux ans plus tôt. Le recul est particulièrement marqué pour les dégradations ou destructions de véhicules (16,6 % des ménages équipés, contre 21,7 % en 2019), ainsi que pour les vols ou tentatives de vol à la roulotte (11,3 %, contre 15,3 %) et, dans une moindre mesure, pour les vols ou tentatives de vol de deux-roues, motorisés ou non (18,1 %, contre 20,4 %) et pour les vols ou tentatives de vol de voitures (6,6 %, contre 8,7 %).

Faut-il y voir les conséquences d'une activité délinquante « réduite » pendant la crise sanitaire ? Si, incontestablement, les restrictions de déplacements ont conduit la population à une moindre occupation de l'espace public et à une relative désertification des transports en commun, cela ne justifie pas pour autant complètement ce revirement de tendance par rapport à ce qui avait été observé dans l'enquête de 2019 en matière d'atteintes subies par les Franciliens.

En effet, même en modifiant la méthode de calcul des indicateurs relatifs aux victimations de façon à exclure les atteintes commises l'année précédant celle de la réalisation de l'enquête (ce qui revient, pour l'enquête de 2021, à ne retenir que les victimations ayant eu lieu en 2018 et 2019, et, pour l'enquête de 2019, uniquement celles en 2016 et 2017), une diminution des taux de victimation ressort toujours entre les deux dernières enquêtes. Il faut donc relativiser l'impact de la crise sanitaire sur la baisse de la victimation à laquelle sont confrontés les Franciliens, mise en évidence dans l'enquête de 2021.

UN SENTIMENT D'INSÉCURITÉ AU NIVEAU D'IL Y A DEUX ANS

La part de la population qui se sent en insécurité a globalement peu évolué par rapport à la situation de 2019. Début 2021, elle est de 53,7 %. Le détail des composantes du sentiment d'insécurité, à savoir la préoccupation sécuritaire et les peurs personnelles, met néanmoins en évidence des évolutions contrastées.

Concernant ces dernières, il s'avère que la hausse de

la proportion de la population qui déclare avoir peur, mise en évidence entre 2017 et 2019 (+ 2,9 points), s'est interrompue. En 2021, 45,0 % des Franciliens interrogés déclarent avoir peur, un taux en baisse de 2,7 points par rapport à 2019.

LA PEUR D'ÊTRE SEUL DANS SON QUARTIER LE SOIR RESTE STABLE

19,5 % des Franciliens interrogés en 2021 déclarent redouter de sortir seuls dans leur quartier le soir, un taux relativement stable depuis 2017. Mais derrière ce constat global, de fortes disparités entre départements continuent de se dessiner. Les Hauts-de-Seine s'imposent, dans cette dernière enquête, comme le département au taux d'habitants sujets à ce type de peur le plus faible de la région (15,4 %), alors que la Seine-Saint-Denis conserve le plus élevé (25,8 %). La situation tend néanmoins à s'améliorer dans ce département (4,4 points de moins qu'en 2017), ce qui n'est pas le cas partout en Île-de-France, comme en témoignent, par exemple, les chiffres à Paris (22,9 % en 2021, soit 5,4 points de plus qu'en 2017).

Quant à la part de Franciliens interrogés qui se sentent en insécurité chez eux, elle a diminué de 2,2 points par rapport à 2019, sans pour autant qu'une tendance se dégage sur le long terme. Concernant cette question, la situation reste assez hétérogène entre départements.

RECUIL DE LA CRAINTE DE L'AGRESSION OU DU VOL DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN

Les Franciliens interrogés redoutent moins d'être agressés ou volés dans les transports en commun que deux ans plus tôt. L'amélioration est particulièrement marquée pour le train (- 4,5 points) et le bus (- 3,1 points). Pour autant, le classement des modes de transport les plus « anxio-gènes » reste inchangé, le RER arrivant en tête (30,2 % des enquêtés y expriment de la crainte), suivi par le métro (29,2 %), le train (19,8 %), le bus (15,0 %) et le tramway (13,0 %).

Il est à noter que la baisse de la peur dans le RER et le métro concerne surtout ceux qui ne les prennent pas régulièrement. En effet, lorsque seuls les Franciliens déclarant prendre les transports en commun pour leurs trajets domicile-travail sont retenus, les taux de personnes signalant avoir redouté d'être agressés ou volés dans ces espaces de transport sont assez comparables à ceux observés deux ans plus tôt.

LA LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE, 3^e AU CLASSEMENT DES PRIORITÉS DES FRANCIENS

Pour la deuxième fois consécutive, la pauvreté s'impose comme le principal problème de société selon les Franciliens : 40,5 % des enquêtés la positionnent en tête des problèmes contre lesquels le gouvernement doit agir début 2021, un niveau comparable à celui observé deux ans plus tôt. Le

L'INSÉCURITÉ EST ABORDÉE DANS L'ENQUÊTE AU TRAVERS DE DEUX DIMENSIONS

- Les victimations (atteintes subies)

Elles concernent soit la personne interrogée (vols personnels et agressions), soit le ménage dans lequel elle vit (vols, dégradations ou destructions concernant des véhicules, ou encore cambriolages). Elles font référence aux faits subis au cours des trois années précédant l'enquête, c'est-à-dire, pour celle de 2021, aux atteintes commises en 2018, 2019 et/ou 2020. Pour chaque catégorie de faits, seul le dernier acte survenu au cours de la période étudiée est détaillé (nature, circonstances, recours mobilisés, etc.).

- Le sentiment d'insécurité

Il est mesuré à partir d'une combinaison de deux dimensions, pas forcément corrélées (Roché, 1998) : d'une part, les peurs personnelles, qui renvoient plutôt à une crainte reposant sur le risque et l'expérience directe ou indirecte de victimation, et qui sont conditionnées aussi par des caractéristiques individuelles (sexe, âge et facteurs environnementaux) ; et, d'autre part, la notion de préoccupation sociale pour l'insécurité (ou préoccupation « sécuritaire »), qui traduit l'importance accordée aux problèmes de délinquance dans la société, par rapport à d'autres sources d'inquiétude (chômage, pauvreté, pollution et sida).

chômage conserve la deuxième place, même si l'importance accordée à ce fléau est moins prégnante qu'en 2019 (cité comme prioritaire par 26,3 % des enquêtés, contre 31,1 %). Ce constat pourrait être mis en regard des dispositifs et garanties exceptionnels déployés par le gouvernement pour maintenir l'emploi en cette période de crise sanitaire.

Malgré le contexte socio-économique incertain et les bouleversements que la crise sanitaire a engendrés dans les modes de vie, la délinquance reste un problème de société important selon la population : 20,5 % des enquêtés la citent comme la priorité d'action pour le gouvernement, un taux qui enregistre une nette hausse par rapport à il y a deux ans (+ 4,8 points).

Autre source d'inquiétude, la pollution fait l'objet d'un intérêt croissant de la part des Franciliens depuis le milieu des années 2010 (citée par 11,7 % en 2021, contre 3,5 % en 2015).

En affinant le profil des 20,5 % d'enquêtés qui citent la lutte contre la délinquance en tête des priorités, il s'avère que 27,8 % d'entre eux ont peur et ont été victimes d'atteintes au cours des trois années précédentes ; 26,8 % n'ont pas de crainte mais font état de victimations ; 30,6 % ont peur, sans pour autant avoir été victimes ; et 14,8 % ne sont concernés ni par des craintes ni par des victimations. Ces données illustrent bien l'absence de corrélation systématique entre peur, préoccupation sécuritaire et victimation.

UNE PRÉOCCUPATION SÉCURITAIRE LIÉE AU POSITIONNEMENT POLITIQUE¹

La préoccupation sécuritaire a connu un essor chez les personnes interrogées qui se réclament de la droite ou de l'extrême droite. La part d'entre elles qui placent la lutte contre la délinquance en tête des priorités assignées au gouvernement atteint 41,0 % début 2021 (+ 11,8 points par rapport à 2017). Cette tendance à la hausse se retrouve également parmi les sympathisants du centre droit, même si la préoccupation sécuritaire y est moins ancrée (24,0 %, soit + 11,5 %). Il n'y a, en revanche, pas d'augmentation significative chez ceux qui se positionnent à gauche ou à l'extrême gauche (9,8 % en 2021) ou au centre gauche (9,9 %), leur inquiétude portant davantage sur les problèmes de pauvreté, et ce, de manière croissante depuis 2015 : 53,8 % d'entre eux la citent en tête de leurs préoccupations en 2021, un taux en hausse de 23,8 points par rapport à 2015.

UNE MEILLEURE IMAGE DU QUARTIER QU'EN 2019

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a chamboulé les modes de vie en Île-de-France comme ailleurs. Essor « contraint » du télétravail, restrictions des déplacements personnels et professionnels... Ces conditions ont conduit les habitants à s'adapter en réduisant leur sphère de vie, se cantonnant à leur environnement proche, voire à leur domicile.

Cet ancrage « obligé » de la population « chez elle » ne s'est pas pour autant accompagné d'une dégradation générale du point de vue des habitants sur leur environnement. C'est même le phénomène inverse qui se dessine, les Franciliens ayant moins tendance que, deux ans plus tôt, à mentionner des problèmes de propreté des rues, d'éclairage ou encore d'entretien des bâtiments et des espaces verts (cités par 25,3 % des enquêtés, contre 30,3 % en 2019), de présence de bandes de jeunes gênantes (21,5 %, contre 24,6 %), de vandalisme (23,1 %, contre 26,0 %), de drogue (23,4 %, contre 26,0 %) et, dans une moindre mesure, de bruit (27,3 %, contre 28,7 %). Faut-il y voir un effet « positif » des couvre-feux et des confinements, qui, en réduisant voire en supprimant l'accès à l'espace public, y auraient par conséquent diminué les problèmes ?

Il n'en demeure pas moins que, si les Franciliens tendent à moins faire part de nuisances, leur appréciation globale a peu changé : 89,0 % considèrent dans l'ensemble que leur quartier est sûr ou plutôt sûr et 90,7 % agréable à vivre. Cette satisfaction générale se retrouve également au travers des réponses portant sur le souhait de quitter son quartier. Si la question de l'impact de la crise sanitaire sur le parcours résidentiel peut se poser, les données issues de l'enquête menée début 2021 montrent, en tout cas, que la part de la population déclarant qu'elle aimerait quitter son quartier (25,4 %) n'a pas évolué depuis 2019. En ce qui concerne le sentiment d'isolement, 86,7 % des personnes interrogées estiment que leur quartier n'est pas loin de tout, ce qui est, d'ailleurs, le score le plus haut enregistré depuis le début de la mesure de cet indicateur, en 2001.

UNE SITUATION ASSEZ HÉTÉROGÈNE ENTRE DÉPARTEMENTS

Malgré un progrès notable entre 2019 et 2021, le manque de propreté des rues, d'éclairage ou encore d'entretien des bâtiments et des espaces verts s'impose toujours comme un problème bien plus récurrent pour les Parisiens (36,5 %) et les Séquano-Dionysiens (39,6 %) que pour les habitants des Hauts-de-Seine, département limitrophe, où le taux est deux fois moindre (16,5 %). C'est dans les Yvelines qu'il est le plus faible (15,7 %).

Les problèmes de drogue restent particulièrement problématiques pour les habitants de Seine-Saint-Denis (39,5 % en font part), même si la situation s'est un peu améliorée par rapport à 2019 (43,0 %). Dans une moindre mesure, les Parisiens y sont également davantage sensibles (25,9 %), même si, dans ce département, les signalements de nuisances de ce genre ont régressé (- 4,3 points). Cette tendance à la diminution se retrouve aussi dans le Val-d'Oise et dans les Hauts-de-Seine (respectivement 19,3 %, soit - 6,2 points, et 17,9 %, soit - 4,7 points).

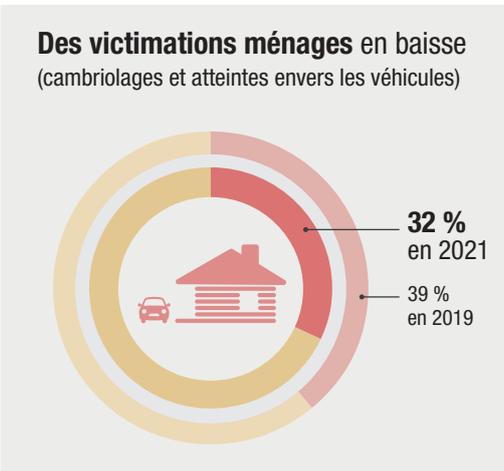
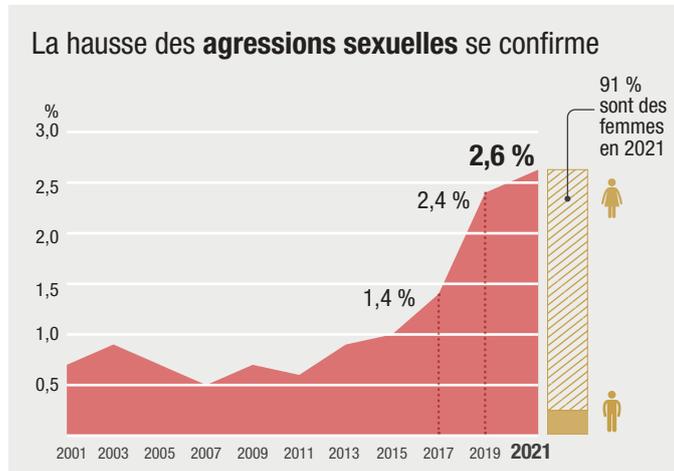
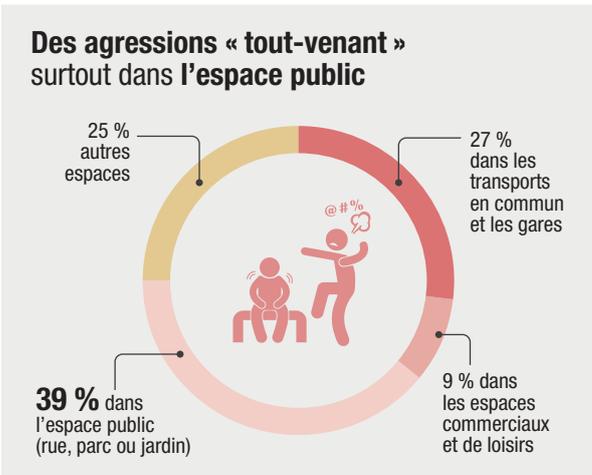
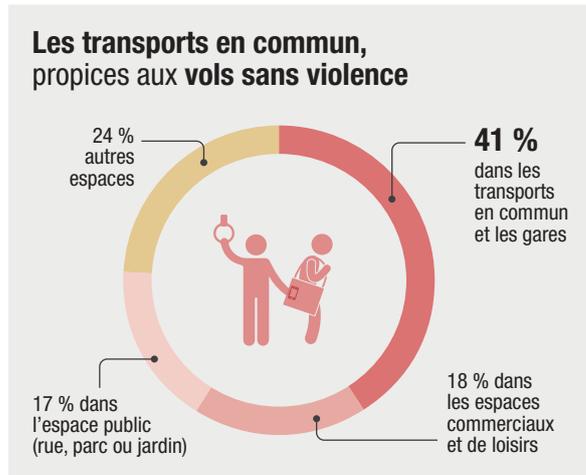
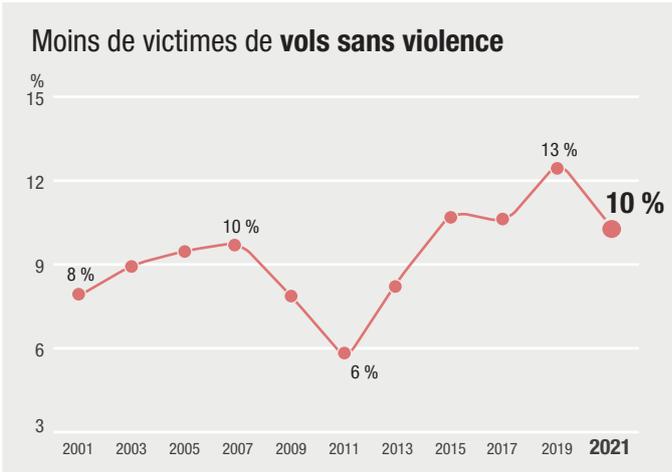
En ce qui concerne les actes de vandalisme, s'ils sont toujours bien plus souvent cités par les Séquano-Dionysiens et les Parisiens (respectivement 35,1 %

VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE • 2021

La onzième enquête *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France* a eu lieu début 2021 auprès de 8 000 Franciliens, âgés de 15 ans et plus, interrogés par téléphone et représentatifs de la population régionale par département. Reconnue tous les deux ans depuis 2001, elle a pour vocation d'alimenter la connaissance sur les conditions de vie des Franciliens en apportant des éclairages précieux sur la victimation et le sentiment d'insécurité rapportés aux territoires et aux catégories de population.



43%
des Franciliens déclarent avoir été **victimes**
(toutes victimations confondues).



Pour chaque catégorie de victimation, seul l'acte le plus récent subi au cours des trois années précédentes est pris en compte.

et 29,2 %), une baisse marquée ressort cependant en Seine-Saint-Denis, par rapport à deux ans plus tôt (- 5,5 points).

La présence de bandes de jeunes jugées gênantes représente une autre catégorie de problèmes et, si les habitants de Seine-Saint-Denis restent les plus enclins à en faire part (31,1 %), les signalements de telles nuisances sont toutefois moins récurrents qu'en 2019 (- 7,8 points). Un progrès notable observé, dans une moindre mesure, également dans les Hauts-de-Seine (- 6,1 points), dans le Val-d'Oise (- 5,3 points) et à Paris (- 3,6 points).

Les disparités entre départements illustrent bien l'intérêt de produire des analyses selon différentes catégories de territoires ou de population, en vue de compléter les grandes tendances mises en évidence dans cette première phase d'exploitation des données de l'enquête de 2021. Car si, dans l'ensemble, l'insécurité est en recul, tant du point de vue de la peur que des victimations, des situations assez hétérogènes peuvent ressortir sur le territoire régional.

Autre enseignement à retenir, si la crise sanitaire a sans doute joué en faveur des améliorations mises en évidence, d'autres explications devront être recherchées, en particulier en ce qui concerne la baisse observée au niveau des atteintes subies par les Franciliens.

Les prochaines analyses menées à partir des chiffres de l'enquête *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France* de 2021 viendront compléter ce premier tableau de l'insécurité en Île-de-France. Cela permettra une connaissance encore plus fine des attentes et besoins de la population en matière de sécurité et, plus globalement, de bien-être et de conditions de vie, en vue d'apporter des réponses adaptées. ■

Hélène Heurtel, chargée d'études
mission Prévention sécurité (Sylvie Scherer, directrice)

RESSOURCES

- Heurtel, H., « Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France ». Rapport final de l'enquête 2019, L'Institut Paris Region, 2020.
- Heurtel, H., « Sécurité en Île-de-France : le point en 2019 ». *Note rapide*, n° 825, L'Institut Paris Region, novembre 2019.
- Zauberman R., Robert P., Névanen S., Didier E., « L'acteur et la mesure. Le comptage de la délinquance entre données administratives et enquêtes », *Revue française de sociologie*, 2009, 50, 1, p. 31-62.
- Pottier M.-L., Zauberman R., Robert P., « Les victimes et le sentiment d'insécurité en Île-de-France ». Première enquête (2001) pour un observatoire de la sécurité, Paris/Guyancourt, laurif/Cesdip, 2002.
- Robert P., *L'insécurité en France*, coll. Repères, La Découverte, 2002.
- Roché S., « Expliquer le sentiment d'insécurité : pression, exposition, vulnérabilité et acceptabilité », *Revue française de science politique*, vol. 48, n° 2, avril 1998, p. 274-305.
- Furstenberg F., « Public Reactions to Crime in the Street », *American Scholar*, 1971, 40, p. 601-610.

1. Compte tenu des corrélations pouvant exister entre positionnement politique et sensibilité voire exposition à l'insécurité, l'enquête Victimation et sentiment d'insécurité recueille le positionnement politique des personnes enquêtées.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Fouad Awada
DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION
Sophie Roquette
RÉDACTION EN CHEF
Laurène Champalle
MAQUETTE
Jean-Eudes Tilloy
INFOGRAPHIE/CARTOGRAPHIE
Laurie Gobled

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE
Inès Le Meledo, Julie Sarris
FABRICATION
Sylvie Coulomb
RELATIONS PRESSE
Sandrine Kocki
33 (0)1 77 49 75 78

L'Institut Paris Region
15, rue Falguière
75740 Paris cedex 15
33 (0)1 77 49 77 49

ISSN 2724-928X
ISSN ressource en ligne
2725-6839

